

N°2024/004	<p style="text-align: center;">ARRETE DU MAIRE</p> <p style="text-align: center;">CADRE REGLEMENTANT LA CIRCULATION ET LE STATIONNEMENT AU DROIT DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET ENTRETIEN DES CHAUSSEES DEPARTEMENTALES</p>
------------	---

Le Maire de la Ville de Vaujours,

VU la loi 82/213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la loi 83/8 du 7 janvier 1983, complétée par la loi 83/663 du 22 juillet 1983, relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat.

VU la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

VU les articles L2212-1, L2212-2 et L2521-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le code de la route,

VU le code de la voirie routière,

VU le décret n° 2005-1500 du 5 décembre 2005 portant application de l'article 18 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

VU l'arrêté ministériel du 31 juillet 2002 modifiant l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1, 8ème partie signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

CONSIDERANT la demande formulée par la Direction des Voiries et des Déplacements du Conseil Départemental de la SEINE-SAINT-DENIS, pour permettre, ainsi qu'aux entreprises mandatées agissant pour son compte, l'exécution des travaux d'aménagement et d'entretien des chaussées départementales,

CONSIDERANT qu'il appartient à l'autorité territoriale investie du pouvoir de police de prendre toute mesure propre à assurer la tranquillité, la sécurité et la salubrité publique,

CONSIDERANT que pour permettre la réalisation de travaux ponctuels d'entretien de voirie nécessitant une emprise sur la chaussée, il est nécessaire pour la sécurité des personnels travaillant sur ces chantiers, de modifier la circulation et dans certains cas d'interdire le stationnement,



ARRETE

Article 1 : Pendant la période programmée des travaux durant *l'année 2024*, la circulation et le stationnement des véhicules seront interdits et considérés comme gênants dans la zone balisée des travaux entrepris dans le cadre du présent arrêté dans diverses voies départementales de la commune à savoir :

- rue de Meaux
- rue de Sevran

Article 2 : Les travaux d'aménagement et d'entretien des voiries départementales seront exécutés durant *l'année 2024* par les entreprises suivantes mandatées par le Conseil Départemental de la SEINE-SAINT-DENIS pour intervenir sur le domaine public départemental :

- COLAS : 10 rue Nicolas Robert 93600 AULNAY-SOUS-BOIS
- COLAS : 22-30 allée de Berlin 93320 LES PAVILLONS-SOUS-BOIS
- COLAS : 15-19 rue Thomas Edison 92230 GENNEVILLIERS
- DUBRAC TP : 34-36 rue Maréchal Lyautey 93200 SAINT-DENIS
- SNTTP : 2 rue de la Corneille 94120 FONTENAY-SOUS-BOIS
- UNION TRAVAUX : 241-246 route Principale du Port 92637 GENNEVILLIERS CEDEX
- EIFFAGE ENERGIE : 8 bis avenue Joseph Paxton 77164 FERRIERES-EN-BRIE
- EIFFAGE ROUTE : 48 rue Saint Antoine 93100 MONTREUIL
- SOGEA : 11 rue du Buisson aux Fraises 91349 MASSY CEDEX
- SIGNATURE : 7 route Principale du Port 92230 GENNEVILLIERS
- BENTIN : 25 rue Isaac Newton 93600 AULNAY-SOUS-BOIS
- ENTRA : 102 bis rue Danielle Casanova 93306 AUBERVILLIERS CEDEX
- TERIDEAL : 17 rue des Campanules 77437 MARNE LA VALLEE CEDEX 2
- RAZEL : 526 avenue Albert Einstein 77555 MOISSY-CRAMAYEL CEDEX
- FAYOLLE : 30 rue de l'Egalité 95232 SOISY-SOUS-MONTMORENCY
- Les services du CD 93 : 7-9 rue du 8 Mai 1945 93190 LIVRY-GARGAN
- BENTIN : 25 RUE ISAAC NEWTON 93600 AULNAY-SOUS-BOIS
- IMMOBAT : 54 rue Léo Lagrange 93130 NOISY LE SEC
- EUROVIA : 1 rue de l'île de France ZAC des Macreux 93300 AUBERVILLIERS
- JEAN LEFEBVRE : 54 bd Robert Schuman 93891 LIVRY-GARGAN
- EMULITHE : 8 Quai Lucien Lefranc 93300 AUBERVILLIERS

Article 3 : Les travaux seront exécutés du lundi au vendredi, de 7h30 à 18h00, à l'exception des jours fériés. Ces délais tiennent compte des aléas techniques, climatiques ou autres.

Article 4 : La société doit informer les riverains concernés par l'interdiction de stationnement au minimum 48 heures à l'avance au moyen de panneaux de signalisation et affiches. Toutefois, la circulation et le stationnement pourront être neutralisés par les sociétés en cas de travaux à caractère d'urgence sans préavis, justifiés par l'existence d'un risque pour l'ordre public.

Article 5 : La Direction de la Voirie et des Déplacements du Conseil Départemental de la SEINE-SAINT-DENIS devra informer dans un délai minimum de 48 heures préalablement au commencement des travaux par mail la Direction des Services Techniques de la commune.

Article 6 : L'arrêté doit être affiché par le pétitionnaire devant le chantier sur un support leur appartenant et non sur le mobilier urbain de la ville tels que candélabres, distributeurs de sacs, corbeilles de rues, bancs, abris et quais de bus, arbres, ...



- Article 7 :** Lors de travaux nécessitant une emprise sur la chaussée, la circulation des véhicules sera ponctuellement neutralisée selon le cas, sur une file ou sur une demi-chaussée et si besoin, un alternat sera mis en place. Le dépassement de tous véhicules sera interdit et la vitesse limitée à 30km/h, dans la zone balisée des travaux qui auront lieu selon nécessité.
- Article 8 :** Les véhicules ou engins de travaux publics appelés à intervenir sur le chantier devront circuler sous la responsabilité de l'entreprise chargée des travaux, avec arrêt de la circulation pendant les manœuvres des engins, afin de ne pas compromettre la sécurité des usagers.
- Article 9 :** **La voirie doit rester propre et être nettoyée régulièrement sur toute sa largeur par la société chargée des travaux.** Il est interdit, pour les éléments ramassés, de les pousser dans le caniveau ou jusqu'aux grilles ou avaloirs avoisinants. Tout le mobilier doit être rangé chaque soir.
- Article 10 :** La signalisation aux présentes dispositions devra être conforme au livre 1 de l'instruction interministérielle de chantier sur la signalisation routière, sera apposée par les soins de l'entreprise chargée des travaux, qui devra accepter toutes modifications pouvant concourir à améliorer la sécurité et les conditions de circulation.
- La mise en place ainsi que la maintenance de la signalisation, tant horizontale que verticale, seront à la charge de l'entreprise qui devra par ailleurs assurer la continuité de circulation des piétons de manière sécurisée.
- Article 11 :** Le maître d'œuvre et l'entreprise chargés des travaux devront respecter les dispositions du Décret 2011-1241 du 5 Octobre 2011, ainsi que tous les textes qui l'ont modifié à la date des travaux.
- Article 12 :** Toute infraction au présent arrêté sera sanctionnée conformément à l'article R.417-10 du code de la route par une mise en fourrière.
- Article 13 :** Les services de police seront habilités à prendre toutes les dispositions nécessaires, complémentaires ou modificatives du présent arrêté pour garantir la sécurité du public et le bon déroulement des travaux.
- Article 14 :** **Le Tribunal administratif compétent peut être saisi par voie de recours formé contre** le présent acte pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes : date de sa réception en Préfecture de Seine-Saint-Denis ou de sa publication/notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.
- Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale, soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale.
- Article 15 :** La Directrice Générale des Services est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- Publié au recueil des actes administratifs
- Notifié aux intéressé(e)s.
- Publié

Fait à Vaujours, le 8 décembre 2024



Le Maire,

[Signature]
Dominique BAILLY

Vice-président de Grand Paris - Grand Est



Accusé de réception en préfecture
093-219300746-20231208-2024-004-AR
Date de télétransmission : 09/02/2024
Date de réception préfecture : 09/02/2024